

Les soutiens envers les avocats burundais incarcérés affluent de partout

FNUJA, 1er août 2011 En soutien au Bâtonnier RUFIKIRI et à notre confrère BUKURU, du Barreau du BURUNDI, emprisonnés injustement. Paris - Isidore RUFIKIRI, Bâtonnier de l'Ordre des avocats du Burundi, a été arrêté mercredi 27 juillet dernier après avoir pris la parole lors d'un rassemblement dans la capitale, Bujumbura. Les avocats burundais se sont en effet mis en grève cette semaine afin de réclamer la libération de leur consœur Suzanne BUKURU, arrêtée le 15 juillet pour "complicité d'espionnage". Il est reproché à Me BUKURU d'avoir facilité l'interview, par des journalistes français, de jeunes clientes qu'elle défend en qualité de parties civiles, à l'occasion d'une procédure criminelle. Les faits reprochés ne sont constitutifs d'aucune infraction pénale et on voit mal quels liens ils pourraient entretenir avec la prévention d'espionnage. Il était dû lors du devoir du Bâtonnier de l'Ordre de manifester son soutien, et celui de son barreau, à Me BUKURU. C'est avec consternation que la FNUJA a appris l'arrestation et la mise en détention de Me BUKURU et du Bâtonnier RUFIKIRI, pour des motifs qui semblent uniquement tenir d'un conflit opposant le parquet au barreau. Elle invite les autorités burundaises, soucieuses du respect des libertés essentielles, à garantir l'indépendance du barreau et à ordonner la mise en liberté de Me BUKURU et du Bâtonnier RUFIKIRI, dans le respect des instruments internationaux ratifiés par le Burundi et des principes adoptés par l'ONU à La Havane sur la profession d'avocat Lundi 1er août 2011 Richard SEDILLOT Ndir : à FNUJA = Fédération Nationale des Unions de Jeunes Avocats